

**Séance ordinaire du  
jeudi 1 février 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le premier février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Julie FRÊCHE.

**ZAC Nouveau Saint Roch  
Modification du programme des équipements publics**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Lors du Conseil municipal du 4 février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation du futur quartier Nouveau Saint-Roch sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

Son périmètre, de près de 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au Nord, la rue Colin à l'Est, le boulevard Vieussens au Sud et l'avenue de Maurin à l'Ouest. Il comprend notamment les emprises libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la naissance d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1 300 à 1 500 logements, de commerces et de bureaux, s'articulant autour d'un parc dénommé René Dumont.

Ce quartier est de plus particulièrement accessible. D'une part il comprend le pôle d'échange multimodal de la gare Saint-Roch, d'autre part, les quatre lignes de tramways qui le desservent, et un parking public de 800 places livré en 2015.

Le Conseil municipal du 24 juillet 2008 a approuvé, à la vue du bilan de la concertation précédemment réalisée, le dossier de création de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Nouveau Saint-Roch. Le Conseil municipal, par délibération du 26 juillet 2010, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. En conséquence, par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

Par ailleurs et à l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L. 300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 4 mai 2009 les termes d'une concession d'aménagement qui a dès lors été signée avec la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Par délibération du conseil municipal du 23 juillet 2012, le programme des équipements publics (PEP) de la ZAC Nouveau Saint-Roch a été modifié pour tenir compte du caractère public du parking et de la répartition du financement du parc René Dumont.

Depuis le début de l'opération certaines études ont été approfondies et actualisées, et certaines compétences ont été transférées de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole. Il est donc proposé de les prendre en compte par la mise à jour du programme des équipements publics de la ZAC.

Les principales modifications portées par le projet de modification du PEP qui vous est soumis, sont explicitées ci-après.

Le «pôle services vélos» permettra à la fois de stationner les vélos des particuliers (capacité de 400 places à terme), tout en proposant des services complémentaires (information sur le réseau cyclable, vélo libre-service, petite réparation etc...). Son financement, estimé à 700 000 € sera assuré par la Métropole de Montpellier. Il sera un maillon essentiel permettant d'améliorer nettement la qualité de service du Pôle d'Echanges Multimodal St Roch déjà constitué par la Gare St Roch (trains courtes et longues distances), les lignes de tramways et de bus de la Métropole et le parking St Roch hébergeant les véhicules particuliers et les loueurs. Des études devront être menées pour déterminer finement la localisation proche de la gare la plus adéquate.

Par ailleurs, les études hydrauliques du secteur ont pu être actualisées. Elles ont permis d'affiner le fonctionnement hydraulique actuel et futur sur l'ensemble du périmètre de la ZAC, ainsi que celui du bassin de rétention prévu dans le parc. Ces études ont pour finalité de ne pas pénaliser le fonctionnement hydraulique actuel, notamment l'évacuation des eaux de surfaces, en cas de fortes pluies, vers l'exutoire constitué par les voies ferrées. Le volume de rétention pour le quartier a ainsi été dimensionné pour ne pas impacter la situation hydraulique du secteur même en cas de pluie centennale.

En outre, la stabilisation progressive du plan d'ensemble et des études techniques permet aujourd'hui d'acter l'agrandissement du parc René Dumont d'1,3 ha à 1,5 ha minimum.

Le PEP initial faisait également mention d'un équipement culturel. La Ville et la Métropole de Montpellier ont ces dernières années portés leurs efforts sur la réalisation de nouveaux équipements importants, via la rénovation de bâtiments existants (Panacée, MoCo ,...). Ces équipements étant situées à proximité, ou dans un environnement aisément accessible depuis la ZAC Nouveau St Roch, la programmation d'un tel équipement n'est plus nécessaire.

Enfin, les transferts de compétences entre Ville et Métropole de Montpellier sont également pris en compte dans ce projet de modification de PEP.

Par ailleurs, au titre de ses compétences, notamment en matière de déplacements et d'hydraulique, et en

application des dispositions de l'article R311-7 du code de l'urbanisme, l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole a été sollicité sur le projet modificatif de programme des équipements publics. Par délibération du 25 janvier 2018, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a donné son accord concernant la partie du programme des équipements publics relevant de ses compétences.

En application de l'article R311-8 du code de l'urbanisme, le programme modificatif des équipements publics de la ZAC Nouveau St Roch est aujourd'hui soumis à votre approbation.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la modification du programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch tel que proposé en annexe de la présente délibération,
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du code de l'urbanisme,
- de dire que le programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 2 février 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PEP modifié

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.